



L'Internationnaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"



Irlande

Pour la

grève générale

N°104 - Décembre 2010 - 2 Euros



Italie

en Europe !

Groupes Socialistes Internationalistes
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

Pour la grève générale en Europe !

L'éclatement de la bulle de l'immobilier aux Etats-Unis a provoqué immédiatement une série de dévaluations qui, comme il fallait s'y attendre, a dégénéré en une guerre monétaire. Les belles déclarations sur la nécessité d'une « réponse coordonnée » ont vécu. Aujourd'hui, plus personne n'ose contester la réalité de cette guerre qui va, à son tour aggraver la crise du capitalisme. C'est d'ailleurs ce qu'a montré le G20 de Séoul : les tensions inter-impérialistes sont de plus en plus vives et l'Union européenne est une union de plus en plus « virtuelle ».

La crise politique va encore s'approfondir, c'est inéluctable, alors que la classe ouvrière et la jeunesse sont de plus en plus présentes et de plus en plus déterminées à combattre contre les gouvernements au service du capital. Le « sauvetage » de l'Irlande c'est-à-dire, pour la seconde fois, le sauvetage des banques irlandaises, provoque chez les travailleurs d'Irlande et de toute l'Europe une profonde colère alimentée par le sentiment que rien n'a changé pour les spéculateurs et les capitalistes.

Ces derniers continuent « comme avant » et les travailleurs continuent à payer, c'est le sentiment qui domine. La hausse du chômage comme l'accroissement des inégalités de revenus et de patrimoine viennent renforcer ce sentiment. Aussi, les contradictions au sein l'UE s'aiguisent au fur et à mesure que les travailleurs ripostent aux plans de rigueur.

Le 6 novembre 100 000 fonctionnaires parcouraient Lisbonne contre le plan d'austérité, le 24, plus de 3 millions de travailleurs participaient à la grève nationale appelée par la CGTP et l'UGT. Le 27 novembre, 150 000 travailleurs

défilaient à Dublin, forçant les organisations syndicales à appeler à une « *journée de grève générale avant Noël* ». En Grande-Bretagne, ce sont des milliers d'étudiants qui sont sortis manifester contre la hausse des frais universitaires à trois reprises dans plusieurs villes du pays.

Loin d'être isolées en Grèce ou en France, la classe ouvrière et la jeunesse luttent aussi en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Belgique, etc. Le mouvement ouvrier européen riposte de façon « inégale et combinée », c'est-à-dire que les travailleurs cherchent partout la voie de la riposte mais, confortés ou freinés par le poids des traditions et de l'histoire de chaque pays, ils ne le



font pas au même rythme. Cependant, toutes les conditions sont réunies pour unifier et porter la lutte à l'échelle du continent, vers la grève générale.

Alors que la perspective d'une grève générale européenne germe dans la conscience de larges couches de travailleurs et de jeunes, les syndicats affiliés à la Confédération Européenne des Syndicats (CES), comme bien d'autres, dispersent leurs appels afin d'empêcher toute contestation unifiée à l'échelle de l'UE. Cette politique d'adaptation à l'UE est l'application par la voie syndicale du programme de ceux qui défendent une Europe « sociale » au sein de l'UE.

Nous le répétons et le réaffirmons, l'UE, comme toute union commerciale capitaliste, ne peut être ni réformée, ni même « moralisée ». L'abrogation de tous ses traités, qui ne peut-être imposée que par la mobilisation de la classe ouvrière, est un préalable à la construction d'une autre Europe faite par les travailleurs au service des travailleurs.

Pour preuve de l'étroite collaboration entre la CES et la bourgeoisie, rappelons que, lors de son interview du 16 novembre, Sarkozy a vivement remercié les directions syndicales pour leur gestion du conflit sur les retraites. Voilà donc un représentant de la bourgeoisie qui reconnaît ouvertement et publiquement B. Thibaut et consort à leur juste valeur : des ennemis des travailleurs au sein de leurs organisations syndicales.

Aussi, la journée d'action convoquée le mardi 23 novembre fut sans surprise : les directions syndicales ont organisé une misérable messe d'enterrement. Les 153 actions, pique-niques et chaînes humaines, ont rassemblé 52 000 personnes, chiffres du Ministère de l'intérieur que ne conteste pas B. Thibaut.

La classe ouvrière qui a démontré sa volonté d'en découdre avec le gouvernement ne s'est pas livrée à cette mascarade. Elle montre ainsi qu'elle n'a pas accepté la contre-réforme des retraites, cependant que l'application de celle-ci résonne comme une défaite partielle. La classe ouvrière manifeste par son état d'esprit qu'elle demeure prête à reprendre le combat sur ce sujet, ou sur un autre, dès que l'occasion se présentera.

Ceci est considéré comme une véritable menace et un risque politique majeur au

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 1^{er} décembre 2010 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

sommet de l'Etat. Le vote du projet Sarkozy-Fillon-Woerth est en effet considéré par beaucoup comme une victoire « à la Pyrrhus » car une des conséquences essentielle de la mobilisation c'est qu'elle provoque maintenant un approfondissement de la crise institutionnelle. La Ve république est gravement secouée par des scandales qui remettent en cause des figures de premier plan de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat et, du PS au FN, la bourgeoisie est en proie à de dures luttes intestines.

La situation française est illustrative du mouvement qui se développe à l'échelle du continent. Les partis « de gauche », dans l'acception la plus large du terme, cherchent, sans exception, à enfermer la mobilisation dans le calendrier électoral et à empêcher qu'elle déborde le terrain institutionnel.

C'est ainsi que, partisans de « l'économie sociale de marché » ou de « l'humanisation du capitalisme » - tous étant favorables à « l'Europe sociale » - du PS au NPA en passant par le PCF et la PG, chacun fait de l'élection présidentielle de 2012 son objectif central. Ils cherchent ainsi directement ou indirectement à canaliser les mobilisations sur le terrain électoral. Ceci revient à juguler les mobilisations sur le terrain de la lutte des classes, de fa-

çon à protéger les institutions bourgeoises, l'Etat capitaliste.

Sans parti ouvrier révolutionnaire pour éclairer la situation et l'aider, la classe ouvrière reste sans perspective. Le rôle de tout marxiste révolutionnaire dans la situation actuelle doit être de développer un programme politique qui offre une issue socialiste à la classe ouvrière européenne. **Les réactions défensives, grèves et manifestations contre les plans d'austérité doivent céder la place à la mobilisation permanente des travailleurs et des jeunes, vers la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction de toutes les revendications.**

La mobilisation permanente signifie que les travailleurs devront nécessairement renouer avec les formes de luttes traditionnelles que sont les occupations d'usines et la constitution de comités de grèves. La construction de la grève générale à l'échelle nationale et européenne doit passer nécessairement par constitution de comités de grève qui mettent tous à l'ordre du jour dans toutes les entreprises en lutte le mot d'ordre de contrôle ouvrier sur la production. La nécessité d'unifier les luttes rend la formation d'un comité central de grève incontournable pour surmonter les obstacles bureaucratiques syndicaux et politiques.

Ce n'est qu'ainsi que, à l'opposé des « journées d'actions » à répétition, la grève générale peut poser la question du gouvernement, de l'alternative politique. Pour le GSI, le contrôle ouvrier de la grève doit aller jusqu'au bout et porter la classe ouvrière au pouvoir. La seule issue possible face à l'UE capitaliste en crise, est le socialisme et la constitution de gouvernements ouvriers fédérés en États-Unis Socialistes d'Europe.

Pour unifier nos luttes, il faudra défaire les bureaucraties de nos syndicats. C'est pourquoi nous devons nous organiser en courants *lutte de classe* dans chaque syndicat, verticalement pour regagner leur direction, aussi bien qu'horizontalement avec les mêmes courants dans d'autres syndicats. Nous pourrions créer ainsi les conditions d'un rassemblement du mouvement ouvrier dans la perspective de ce que nous appelons une « centrale unique des travailleurs ».

C'est pour résoudre ces brûlants problèmes politiques que le GSI construit les fondations d'un parti ouvrier révolutionnaire et propose son programme à tous les travailleurs et les jeunes conscients qu'il faudra se battre pour renverser le capitalisme.



De quel syndicalisme les travailleurs ont-ils besoin ?

Les gouvernements de toute l'Europe cherchent à imposer aux travailleurs et à la jeunesse des plans de rigueur qui sont en réalité de véritables plans de régression sociale. Cette brutale agression impose aux travailleurs et à la jeunesse de se mobiliser de façon unie et déterminée pour une riposte à l'échelle du continent et dans chaque pays.

Cette riposte a déjà commencé en Grèce, au Portugal, en Espagne, au Royaume-Uni, en Irlande et en France mais elle se heurte à des obstacles parmi lesquels l'attitude des bureaucraties syndicales est un élément déterminant. La Confédération européenne des syndicats (CES), ainsi que ses filiales nationales, font tout pour empêcher que cette riposte ne se centralise et ne se transforme en grève générale européenne.

Jusqu'ici, ces directions ont réussi à empêcher que la mobilisation de la classe ouvrière atteigne un niveau tel qu'elle pourrait mettre en échec les plans des capitalistes. Le rôle des organisations syndicales et celui de leur direction est désormais au centre des préoccupations de la classe ouvrière dans de nombreux pays, même si la conscience n'avance pas partout du même pas. La question se pose avec acuité : de quel syndicalisme les travailleurs ont-ils besoin ?

Interdiction ou reconnaissance ?

Pendant toute une période, environ jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la bourgeoisie a tout fait pour empêcher la constitution de syndicats ouvriers. Dès lors que le rapport de force leur a imposé de légaliser les syndicats, patronat et gouvernement ont tout mis en œuvre pour les transformer en rouage de l'entreprise et de l'État.

Patronat et État ont été aidés en cela par des partis acquis à la défense du système capitaliste qu'ils prétendent « domestiquer » mais aussi par des institutions religieuses, piliers de l'ordre bourgeois défendant l'association capital-travail, institutions qui ont impulsé dès l'origine la constitution de

syndicats concurrents des syndicats « communistes ».

Sous cette pression, le syndicalisme « de revendication » tend à évoluer en syndicalisme d'accompagnement des contre-réformes capitalistes puis en syndicalisme de services. Rassemblant à l'origine les travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, le syndicat devient ainsi, sous la pression des patrons et de l'État, une sorte d'assurance, un conseil juridique, un organisateur de séjours touristiques, etc. sur la base d'un financement public ou des subsides versés par le patron.

Dans ce pays, quelques dates clés permettent de saisir le mécanisme qui s'est mis en route dès la reconnaissance du fait syndical.

Revendications, accompagnement, services ?

Après une période d'interdiction des « coalitions » imposée par la loi Le Chapelier de 1791 qui prétend briser

comporte aucune procédure de légalisation, ainsi que l'on peut en connaître dans d'autres pays. Elle impose seulement de déposer des statuts et de déclarer des responsables ; même la tenue d'une comptabilité n'y est pas obligatoire ! La bourgeoisie est contrainte, par l'existence d'un rapport de forces favorable aux travailleurs, de légaliser les syndicats mais elle va tenter par tous les moyens de limiter leur action et de les intégrer.

Se pose alors la question de la représentativité des syndicats. Légalité et représentativité sont bien deux aspects différents : il ne s'agit pas de jouer sur les mots. Un syndicat n'a pas besoin d'être reconnu comme *légal* par un tribunal, ou par le gouvernement, pour exister. Par contre, s'il existe, est-il *représentatif* ? Peut-il prétendre représenter l'ensemble des travailleurs d'un métier, d'une industrie ou d'une région géographique quelconque ou bien ne représente-t-il que ses adhérents ? La réponse dépend bien entendu du rapport de forces, surtout qu'en France



les corporations de l'Ancien Régime, la grève cesse d'être un délit en 1864. En 1884, la loi Waldeck-Rousseau, permet la libre constitution de syndicats ouvriers... ou patronaux. Cette loi ne

l'adhésion à un syndicat est restée individuelle et volontaire.

Aujourd'hui, seulement 7 à 8 % des travailleurs sont syndiqués à une des

huit confédérations ou regroupements qui ont pour ambition de devenir une confédération, ce qui est paradoxal lorsqu'on voit la puissance des mouvements de grève qui se sont succédé. Si paradoxal que les gouvernements bourgeois se sont toujours inquiétés de cette faiblesse qui serait selon eux le risque de voir les bureaucrates incapables de contenir les travailleurs. Messieurs J. Chirac ou N. Sarkozy, par exemple, louant le grand esprit de « responsabilité » des dirigeants syndicaux, se sont déjà exprimés en faveur de « syndicats forts ».

Des syndicats « forts »... et « responsables » ?

La question de la représentativité est ainsi au cœur du débat feutré qui se mène dans les coulisses de la lutte des classes, au Conseil économique et social par exemple ou dans le cadre de rencontres dites « de dialogue social » où toutes les organisations syndicales sans exception se livrent à une compétition pour la reconnaissance institutionnelle.

C'est ainsi que le principe de présomption irréfragable de représentativité dont seules bénéficiaient la CGT, la CFDT, la CGT-FO, la CFTC et la CFE-CGC a été remis en cause sur la base du rapport Hadas-Lebel, rédigé en mai 2006 à la demande du Premier ministre d'alors, D. de Villepin. Ce rapport, intitulé « Pour un dialogue social efficace et légitime – Représentativité et financement des organisations professionnelles et syndicales », a donné lieu à l'audition de responsables de l'ensemble des organisations syndicales, qu'elles soient dirigées par des militants du PCF, du PS ou du NPA...

La présomption irréfragable de représentativité qui datait de 1950 supposait que cette représentativité ne pouvait être ni contredite, ni récusée. Elle était à la fois - et contradictoirement - un engagement de la part de l'État à ne pas appuyer des organisations concurrentes, en contrepartie de quoi les organisations ainsi reconnues s'intégraient officiellement au jeu institutionnel.

Ce principe, issu du rapport de forces de l'après-Deuxième Guerre mondiale et du « pacte républicain » qui allait des gaullistes et démocrates chrétiens du MRP au PCF en passant par la SFIO, était très contesté. Par le patronat qui a toujours tenté de mettre en place des « syndicats » jaunes en relation avec les partis de droite et d'extrême-droite

et qui considérait que le moment était venu de tourner la page du « programme du Conseil national de la Résistance » et des acquis sociaux issus de 1945. Et contesté également par les organisations syndicales issues de scissions ou d'exclusions au cours des trente dernières années (FSU, UNSA, Solidaires, etc.).

À la fin 2006, le Conseil économique et social publiait un projet qui proposait de faire de l'audience électorale de chaque syndicat le critère de sa représentativité. Enfin, en mai 2008, un texte⁽¹⁾ signé par la CGT, la CFDT, le MEDEF et le CGPME ouvrait la voie à la loi Bertrand du 20 août 2008 basant la représentativité sur... sept critères : « le respect des valeurs républicaines [sic], l'indépendance [!], la transparence financière [!!!], une ancienneté minimale de deux ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation - cette ancienneté s'apprécie à compter de la date de dépôt légal des statuts -, l'influence, prioritairement caractérisée par l'activité et l'expérience, les effectifs d'adhérents et les cotisations »⁽²⁾.

La présomption irréfragable a donc vécu. La course pour satisfaire aux critères et recevoir la bénédiction des institutions est lancée : de la CGT à Solidaires, tout le monde participe. Rapprochements, scissions, fusions, tout est bon pour franchir la barre fatidique des 10 % ! Mais il y a une condition suprême : le « dialogue social » doit être « de qualité ». Il faut participer aux élections professionnelles, aux DP (élections des délégués du personnel) mais aussi et surtout aux CE (comités d'entreprise mis en place par le gouvernement provisoire en 1945 pour s'opposer aux comités de contrôle sur la production). Qui n'y participe pas ? Il faut respecter l'État de droit. Qui ne s'en réclame pas ?

La voie est donc ouverte à un syndicalisme déjà très présent dans l'Union européenne : le syndicalisme de service⁽³⁾. Un syndicalisme sans militants avec des adhérents qui seraient plutôt des clients. Avec des cotisations, certes, mais surtout des subventions.

Des syndicats indépendants de l'État et du patron !

Aujourd'hui, nombreux sont les militants et les travailleurs qui s'inquiètent de cette intégration de plus en plus poussée des directions syndicales à

l'État, à l'« entreprise ». Cette inquiétude se fait entendre « en interne », dans les congrès, mais aussi de plus en plus dans les manifestations. Des regroupements s'opèrent entre « contestataires », pas toujours exempts d'arrière-pensées. Cependant, les syndicats appartiennent aux travailleurs qui doivent en reprendre le contrôle. C'est un enjeu majeur de notre période. Le débat traverse l'ensemble des organisations syndicales car elles sont toutes confrontées à la contradiction que crée pour la classe ouvrière l'intégration des syndicats à l'État.

La question n'est pas tant celle de la « radicalité » des mots d'ordre ou de l'action que celle de l'indépendance vis-à-vis de l'État et du patronat. Celle-ci est la condition première pour que les syndicats avancent des mots d'ordre justes et lancent des mobilisations offensives qui ne sont aujourd'hui qu'avant tout défensives. C'est bien pourquoi les militants du GSI, qui militent à la CGT ou à la FSU, se prononcent pour la constitution de courants de lutte des classes dans les syndicats, pour que ces courants se rapprochent, quelle que soit leur « confédération » d'origine, et s'organisent à l'échelle de l'Europe et dans chaque pays. C'est ce que nous appelons la perspective d'une Centrale unique des travailleurs (CUT).

Nous pensons que cette bataille doit être menée à l'échelle du continent par toutes les organisations politiques conscientes de ce que la bataille pour l'indépendance syndicale est indissolublement liée à celle de la construction d'un parti révolutionnaire, internationaliste. Un parti qui ne se contente pas d'être antilibéral ou même anticapitaliste. Un parti qui se prononce pour une autre société, pour un autre mode de production : le socialisme, la propriété collective des moyens de production et d'échange comme premier pas pour satisfaire les besoins sociaux de l'humanité.

J.-Louis

1) Document connu sous le nom de « position commune ».

2) Voir l'éditorial de *L'Internationaliste* n° 79.

3) Voir à ce sujet un document publié par un organisme dépendant du Premier ministre, le Centre d'analyse stratégique du gouvernement - Note de veille 190 - Le syndicalisme de services : une piste pour un renouveau des relations sociales ? (http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=1232).

Revue de presse sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. » K. Marx

Sous l'effet de l'approfondissement de la crise économique et de la mise en place des plans d'austérité exigés par le FMI, l'Union européenne et les capitalistes en tout genre, la situation sociale s'est notablement tendue en Europe. Si les attaques contre la classe ouvrière sont de plus en plus violentes et nombreuses, les travailleurs d'Europe montrent chaque jour leur détermination à ne pas vouloir payer la crise du système capitaliste.

Dans plusieurs pays, l'aiguïsement de la lutte des classes est tel qu'il oblige la bourgeoisie et ses alliés à se repositionner, et provoque même des **crises politiques** en série. Ainsi, en **Irlande**, il est presque acquis qu'après avoir mis en place un plan d'austérité sans précédent en échange d'une aide de l'Union européenne, le gouvernement de B. Cowen va démissionner au début de l'année 2011. En **Italie**, S. Berlusconi est « lâché » par son ancien allié Gianfranco Fini, provoquant une importante situation d'instabilité politique dans le pays. Au **Portugal**, le gouvernement minoritaire emmené par le PS est très fragilisé par la situation économique du pays et après l'adoption d'un plan de rigueur sans précédent. Dans ce pays, il pourrait y avoir des élections législatives anticipées, alors que le gouvernement est en place depuis à peine plus d'un an. Aux **Pays-Bas**, plusieurs membres du groupe parlementaire du PVV, allié d'extrême-droite du gouvernement VVD (libéraux), et du CDA (chrétiens-démocrates) sont touchés par une série de scandales judiciaires et politiques, ce qui remet en cause la déjà très fragile coalition gouvernementale. En **Belgique**, près de six mois après les élections législatives, le pays n'a toujours pas de gouvernement.

Mais la détermination des travailleurs et la crise de la bourgeoisie dans de nombreux pays ne signifient pas mécaniquement une victoire pour la classe ouvrière. Aujourd'hui en Europe, le principal obstacle à la mobilisation des travailleurs reste les directions des confédérations syndicales et des partis politiques qui se réclament de gauche. En effet, alors que les conditions sont réunies pour que la classe ouvrière passe à l'offensive à l'échelle de l'ensemble du continent européen, ces di-

rections cherchent à désorganiser, à désorienter et à isoler les mobilisations des travailleurs.

Au **Portugal**, les deux principaux syndicats, la CGTP et l'UGT, ont appelé à une journée de grève générale le 24 novembre. Cela faisait vingt-deux ans qu'il n'y avait pas eu de tel appel de la part de ces deux organisations. Le mouvement organisé pour protester contre le plan d'austérité mis en place par le gouvernement de J. Sócrates a été l'un des plus suivis de l'histoire du pays. La CGTP et l'UGT annoncent quelque 3 millions de grévistes pour un pays qui compte un peu plus de 10 millions d'habitants. Il y a eu près de 90 % de grévistes dans la fonction publique. Les transports ont été très fortement perturbés. À Lisbonne et à Porto, les deux principales villes du pays, les transports en commun n'ont pratiquement pas fonctionné. Le métro de Lisbonne n'a pas ouvert ses portes. Seuls 20 % des trains ont circulé dans le pays, presque aucun avion n'a atterri ou décollé des aéroports portugais. Près de 80 % des écoles sont restées fermées. La grève a également été suivie dans le privé où les banques ont été touchées par la mobilisation, ainsi que dans plusieurs usines qui ont dû réduire ou stopper leur production. Mais alors qu'il y avait un tel rapport de force en faveur des travailleurs, pourquoi les directions politiques et syndicales n'ont-elles pas organisé de manifestation, n'ont-elles pas appelé à poursuivre et à élargir la grève jusqu'au retrait du plan d'austérité, pourquoi n'ont-elles pas cherché à faire converger la grève avec les mobilisations des travailleurs dans d'autres pays d'Europe ?

Par ailleurs, une semaine auparavant, une manifestation regroupant 30 000 personnes a eu lieu à Lisbonne pour s'opposer à la tenue du sommet de l'OTAN organisé dans la capitale portugaise.

En **Irlande**, les syndicats ont organisé une manifestation le 27 novembre pour s'opposer au plan de rigueur du gouvernement de B. Cowen, voté en échange du prêt de 85 milliards d'euros concédé par l'Union européenne et le FMI. À Dublin, ce sont plus de 100 000 personnes qui ont défilé contre

La crise en quelques chiffres

Les signes s'accroissent pour confirmer que la crise mondiale du capitalisme entre dans une nouvelle phase encore plus violente que la précédente. Alors que les analystes bourgeois se sont évertués à annoncer la reprise économique pendant des mois, force est de constater que les semaines qui viennent de s'écouler montrent un nouvel emballement de la situation. Les « plans de sauvetage » et l'injection de liquidités se multiplient pour sauver le système capitaliste. La Chine et les États-Unis se mènent une véritable guerre des changes, les déficits publics explosent après le renflouement des banques, la zone euro est au bord de l'implosion... et les travailleurs doivent payer l'addition.

Début novembre, le président de la **réserve fédérale américaine**, Ben Bernanke, a annoncé que **600 milliards de dollars** allaient être injectés dans l'économie américaine. En **Europe**, la zone euro est très sévèrement mise à mal par l'explosion du déficit public dans plusieurs pays. En **Grèce**, le déficit public s'est élevé à 15,4 % du PIB en 2009 et devrait se situer à 9,4 % en 2010 malgré un « prêt » du FMI de **110 milliards d'euros** sur trois ans. En **Irlande**, pour 2010, le déficit public devrait se situer à **32 % du PIB**. L'Union européenne vient d'accorder une « aide » de **85 milliards d'euros** à ce pays. L'UE pourrait également prêter **60 milliards d'euros** au **Portugal**, où le déficit public est de 9,3 % pour 2009 et devrait être de 7,4 % en 2010. Enfin, plusieurs analystes estiment que si l'**Espagne** devait demander un prêt à l'UE, ce pays aurait besoin de plus de **250 milliards**.

Bien sûr, ces prêts ou ces aides ne se font pas gratuitement. En échange de ces sommes astronomiques, les capitalistes exigent des plans d'austérité qui servent en réalité à faire reposer le prix de la crise du système capitaliste sur le dos des travailleurs. Ainsi, dans tous ces pays, les gouvernements **baissent les salaires des fonctionnaires** (- 7,5 % en Irlande - par ailleurs dans ce pays le salaire minimum passe de 8,65 euros de l'heure à 7,65 -, - 5 % en Espagne, jusqu'à - 15 % en Grèce, jusqu'à - 5 % au Portugal), augmentent la TVA (à 23 % au Portugal et en Irlande - dans ce

(Suite page 7)

la baisse des salaires, les suppressions d'emplois et la hausse de la TVA. L'ampleur de cette manifestation, une des plus importantes de l'histoire du pays, a obligé les directions syndicales à appeler à une journée de « grève nationale et de désobéissance civile » le 7 décembre prochain.

Au **Royaume-Uni**, c'est la jeunesse qui se situe à l'avant-garde de la mobilisation des masses. Le gouvernement a annoncé un violent plan d'austérité qui prévoit notamment la suppression de près de 400 000 postes dans la fonction publique. Une des autres mesures prises par la coalition gouvernementale britannique et qui a fait sortir des dizaines de milliers de jeunes dans les rues est l'augmentation des frais d'inscription dans les universités. L'inscription à l'université coûte déjà plus de 3 000 livres en moyenne. Le nouveau gouvernement veut porter ces droits jusqu'à 9 000 livres par an, alors même que le parti libéral-démocrate, membre du gouvernement, s'était engagé à ne pas augmenter ces frais. Mi-novembre, ce sont près de 50 000 étudiants qui sont descendus dans les rues pour protester contre ces mesures. Une semaine plus tard, à nouveau plus de 40 000 étudiants ont manifesté à travers le pays. Il s'agit des plus importantes mobilisations étudiantes depuis 1968.

Toujours au Royaume-Uni, les employés du métro londonien se sont mis en grève le 29 novembre pour protester contre un plan qui prévoit la suppression de 800 postes dans l'entreprise. Lors de cette grève, 70 stations ont dû fermer leurs portes et seulement 40 % des trains circulaient sur l'ensemble du réseau. C'est déjà la quatrième grève de ce type depuis le mois de septembre dans le métro de la capitale britannique.

En **Italie**, la jeunesse joue également un rôle de première importance dans les mobilisations en cours dans le pays. Le 17 novembre, près de 200 000 personnes, dont une grande majorité d'étudiants, ont manifesté dans tout le pays pour protester contre la politique du gouvernement. Ils étaient par exemple plus de 20 000 à Rome, 30 000 à Turin et 7 000 à Florence. La jeunesse d'Italie s'oppose notamment aux brutales coupes budgétaires qui

visent le secteur de l'éducation. Le gouvernement Berlusconi a prévu des économies de 9 milliards d'euros et la suppression de 130 000 postes dans le domaine de l'enseignement. Les étudiants ont à nouveau manifesté le 25 novembre. Le 27 novembre c'est la CGIL, principal syndicat italien, qui a organisé une manifestation à Rome pour s'opposer à la politique du gouvernement. À cette occasion, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs se sont rassemblés dans la capitale italienne.

Aux **Pays-Bas**, les postiers sont à l'avant-garde de la mobilisation des travailleurs. La poste néerlandaise a été une des premières à être totalement privatisée en Europe, en application des directives européennes. La privatisation a déjà entraîné la suppression de milliers d'emplois et la fermeture de milliers de bureaux de poste à travers le pays. Dernièrement, la direction du groupe a annoncé sa volonté de supprimer 3 100 emplois supplémentaires et de précariser d'avantage les conditions de travail des employés de l'entreprise. Le 16 novembre, plus de 11 000 postiers se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise à La Haye à l'appel des syndicats FNV et CNV. Les 24 et 25 novembre, les employés de la poste néerlandaise ont observé une grève de 2 jours. Le ministre des Communications a déclaré qu'il n'interviendrait pas dans ce conflit étant donné que la TNT Post (poste néerlandaise) était une entreprise privée.

En **France**, après la mobilisation très massive contre la réforme des retraites au mois d'octobre, l'activité de la lutte des classes a été moindre au mois de novembre. Malgré tout, d'assez nombreux mouvements de grève ont touché plusieurs secteurs d'activité, montrant que les travailleurs veulent toujours en découdre avec la bourgeoisie et ses représentants. On peut citer l'exemple des gardiens de prison qui se sont mobilisés une première fois le



(Suite de la page 6)

dernier pays l'impôt sur les entreprises reste inchangé à un niveau particulièrement bas), suppriment des postes de fonctionnaires (- 24 750 postes en Irlande, non-remplacement des départs à la retraite en Grèce, en Espagne au Portugal), augmentent l'âge de la retraite et baissent le montant des pensions, privatisent les entreprises publiques, etc. Les « prêteurs » de ces pays exigent également des « réformes du marché du travail ». Alors même que les **taux officiels de chômage** atteignent déjà des records historiques : **14,1 % en Irlande, 19,8 % en Espagne, 10,9 % au Portugal, 12,2 % en Grèce.**

Ces pays ne sont pas les seuls touchés par les plans d'austérité et par le chômage de masse. Par exemple, le **Royaume-Uni** a prévu de supprimer quelque **400 000 postes dans la fonction publique**. L'Italie va, quant à elle, **supprimer 130 000 postes** rien que dans l'éducation. Si l'on regarde les taux de chômage, on s'aperçoit que la stabilisation ou la « baisse » du nombre de chômeurs annoncée par les organismes gouvernementaux cachent d'une part que les chômeurs en fin de droit ne sont pas comptabilisés dans les statistiques officielles et d'autre part qu'il y a une explosion du travail précaire : sous l'effet de la crise, les CDD, temps partiels et vacations remplacent le code du travail, les conventions collectives et les statuts de la fonction publique.

15 novembre, bloquant l'accès aux établissements pénitentiaires. Ils se sont également mobilisés le 25 novembre et prévoient de nouvelles grèves les 1^{er} et 2 décembre. Les agents du Pôle emploi ont fait grève massivement au début du mois de novembre pour dénoncer le manque de moyens et pour exiger des embauches. Dans le secteur de l'industrie, plusieurs sites de production ont été touchés par des débrayages et des mobilisations contre les suppressions d'emplois et les bas salaires. On peut également mentionner certaines administrations locales, des agents de la Poste, des hôpitaux où les salariés se mobilisent régulièrement pour s'opposer aux réformes de privatisation en cours et aux suppressions de postes. Pourquoi les directions syndicales ne jouent-elles pas leur rôle en cherchant à unifier tous ces mouvements de grève ?

Mathieu

Avortement : un droit en danger

Le samedi 6 novembre a eu lieu la manifestation pour défendre le droit à l'avortement. Cette manifestation, « secondaire » derrière la mobilisation contre la réforme des retraites, n'est pas restée marginale. Selon la Coordination nationale pour le droit à l'avortement et à la contraception, 5000 manifestants défilaient derrière la banderole blanche et bleue « **droit à l'avortement, non au démantèlement de l'hôpital public** ». Comme le rappellent les tracts de la coordination dans ses tracts, le droit à l'avortement est une « *liberté fondamentale* » pour les femmes. En 1975, l'adoption de la loi Veil, autorisait d'un point de vue judiciaire femmes à avorter et décriminalisait les pratiques des faiseuses d'ange. Mais cette bataille politique, contre tous les secteurs réactionnaires religieux et athées, n'était pas gagnée d'avance. Il a néanmoins fallu attendre 1982, pour permettre aux femmes de disposer « librement » de leur corps, grâce au remboursement de l'IVG par la sécurité sociale.

Une attaque sur le financement de l'IVG

Le gouvernement ne remet pas en cause directement le droit à l'avortement. Il ne rend pas sa pratique illégale. C'est sur le financement que se concentrent les différentes attaques du gouvernement. La loi Bachelot restructure la santé avec des objectifs de rentabilité. Les établissements de santé sont regroupés, avec pour conséquence la fermeture d'hôpitaux de proximité, de maternités, ou encore des centres d'interruption volontaire de grossesse. La tarification à l'activité, nouvelle méthode de financement des hôpitaux, incite les établissements à limiter ou à arrêter les actes chirurgicaux non rentables.

Mais la campagne anti-avortement n'est pas toute nouvelle. « *Les femmes qui veulent une IVG ont parfois tellement de temps à attendre que les délais (légaux de 12 semaines) sont dépassés, ensuite on sait que c'est une question d'argent pour aller à l'étranger* »⁽¹⁾. Ces propos de Estelle Havard, DRH au conseil général du Val de Marne, illustrent les conséquences concrètes des choix budgétaires du gouvernement. Françoise Nay, vice-présidente du comité national de défense des hôpitaux

et des maternités de proximité parle de « pseudo-droit » à l'avortement : « *De plus de 1200 maternités au début des années 80, nous sommes passés à moins de 600 aujourd'hui.* » Entre 2000 et 2006, le nombre d'établissements pratiquant des IVG, est passé de 729 à 639, selon un rapport de 2010 de l'Inspection Générale des Affaires Sociales.

En vidant les financements de l'IVG, les gouvernements actuels et suivants n'auront pas besoin d'interdire l'avortement : il sera devenu financièrement inaccessible !

Une attaque sur la santé des femmes

La situation de l'IVG à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP) est « *exemplaire de la dégradation rampante, mais planifiée des capacités de réponse du service public aux besoins de santé des femmes, et plus lar-*



gement de l'ensemble de la population »⁽²⁾. Les délais d'attente sont déjà de trois semaines, plus de la moitié des avortements en Région parisienne ont lieu dans des cliniques privées qui ne respectent pas toujours les tarifs réglementés et refusent parfois de prendre en charge les patientes mineures ou sans papiers. Dans ce contexte, l'AP-HP a déjà fermé trois structures IVG depuis mai 2009 : celles des hôpitaux Jean Rostand, Tenon et Broussais. En fin de compte, toutes les politiques de « restructuration » permettent de supprimer les centres d'IVG autonomes ainsi que les unités fonctionnelles dont les locaux et les personnels sont dédiés exclusivement à cette activité. Pour économiser, les services de gynécologie-obstétrique se retrouvent noyés, et il est fortement conseillé de préférer l'IVG médicamenteuse (moins coûteuse et moins contraignante) à l'IVG par aspiration.

Les plannings familiaux sont eux aussi en voie de disparition, et les budgets des services de maternité sont saignés ! Même en menant à terme une grossesse non-désirée, les conditions de connaître des accouchements en toute sécurité se réduisent de jour en jour.

Pour le droit à la libre disposition de son corps

Voilà l'avenir que réserve le capitalisme à la femme travailleuse ! Des avortements dangereux, des accouchements sans personnel hospitalier, des grossesses non désirées dans une perpétuelle course vers la misère et la précarité. Il s'agit bien d'une politique consciente. Depuis 1987, la moitié des maternités françaises ont fermé, et avec elle leur activité IVG. Neuilly-sur-Seine (92) a conservé trois maternités pour 70 000 habitants, tandis que l'ouest du Val de Marne (94) n'a plus que deux maternités pour 400 000 habitants et 14 agglomérations. La lutte pour le droit de disposer « librement » de son corps constitue un enjeu essentiel. La voie de l'émancipation de la femme travailleuse est la voie de son émancipation professionnelle et financière. C'est un combat dialectiquement lié à l'ensemble du combat de la classe ouvrière pour un vrai système de santé entièrement gratuit. Aujourd'hui ces mobilisations, même modestes, sur la question particulière de l'IVG, constituent le premier pas d'une mobilisation plus large en défense de la sécurité sociale.

Non au démantèlement de la Sécurité sociale

Non au démantèlement de l'hôpital public

Pour le droit à la libre disposition de son corps

Réouverture de tous les centres d'IVG récemment fermés

Réouverture de tous les plannings familiaux

Embauche de personnels à hauteur des besoins

Griselda

(1) *Libération*, 6 novembre 2010.

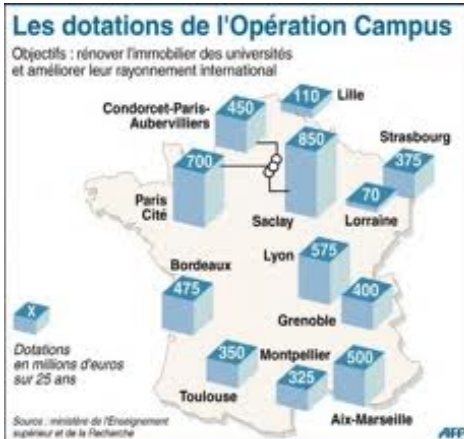
(2) « *Non ma fille tu n'iras pas avorter aux AP-HP* », *Le Monde* 16 octobre 2009.

Opération Campus : un bon « plan » pour les capitalistes

Suite à la première lutte étudiante contre la loi LRU, N. Sarkozy annonçait le 29 novembre 2007 la vente de 3 % du capital d'EDF pour financer un « plan Campus » permettant de « retaper » quelques campus triés sur le volet (douze). 5 milliards étaient espérés, finalement 3,7 viendront bien de la **privatisation d'EDF**, et 1,3 du « grand emprunt ».

Concernant ce dernier, N. Sarkozy avait expliqué lors de la présentation de ses choix le 14 décembre 2009 que 1,3 milliard du grand emprunt servirait à boucler le budget de l'opération Campus et que 7,7 iraient pour des « **campus d'excellence** ». Un an plus tard, il semblerait que les deux projets aient fusionné (on parle de l'opération Campus comme d'une opération campus d'excellence), et que 7,7 milliards aient été alloués à des « initiatives d'excellence ».

En lisant leur descriptif sur le site du ministère, on s'aperçoit qu'il s'agit tout simplement des dix à douze « **pôles**



d'excellence » dont les capitalistes parlent tant. **Derrière les changements de noms et de chiffres, il s'agit toujours du même projet d'en finir avec l'université publique gratuite pour tous.**

En effet, derrière les nobles objectifs de faire plus vert, plus convivial, il s'agit toujours d'« **intégrer** » la fac dans son « **environnement économique** ».

Cette intégration dans le cadre du plan

Campus est fort simple : il s'agit de partenariat « public-privé » : **les nouveaux locaux**, la pelouse, la bibliothèque, la cité universitaire, le labo... **appartiendront aux constructeurs privés** (Bouygues ? Bolloré ?) pendant « vingt à vingt-cinq ans ».

Les facs paieront un loyer avec les intérêts des 5 milliards d'euros placés en Bourse – autant de milliards qui alimenteront la spéculation – et, à la fin du bail de vingt ans, elles pourront posséder ces locaux (à quel prix ? dans quel état ?). Mais l'État, c'est-à-dire en dernière analyse les travailleurs, devront également **rembourser les 1,3 milliards d'euros** issus du grand emprunt, et les intérêts de cet emprunt. Autant d'argent qui ira dans les poches des fonds de pensions, banques et autres assureurs.

Pour résumer, le « plan Campus » signifie **l'accélération de la privatisation d'EDF, une manne pour les amis de N. Sarkozy dans la construction et la finance, la privatisation de l'université**, et le financement par les jeunes et les travailleurs des universités privées auxquelles ils ne pourront pas accéder, du fait de l'« excellence » de celles-ci (sélection, frais d'inscription).

C'est pourquoi, pour faire face à cela, les luttes des secteurs de l'éducation (lycéens, étudiants, personnels) doivent irrémédiablement être liées à l'ensemble des luttes de la classe ouvrière. L'unité dans la lutte est le seul moyen pour se battre contre le capitalisme.

**Halte à la privatisation-
destruction de l'université !
Jeunes, travailleurs, unité
contre les plans
capitalistes !**

Loïc, étudiant



De France en Angleterre, comme dans toute l'Europe, unifions notre réponse aux capitalistes !



Mercredi 10 novembre, une manifestation était appelée à Londres contre le triplement des frais d'inscription universitaire. Pour financer la réduction drastique du budget de l'enseignement supérieur, le gouvernement britannique prévoit d'augmenter des frais d'inscription qui peuvent déjà s'élever de 3 290 livres (3 777 euros) à 6 000 à 9 000 livres l'année, selon le prestige des facultés.

Le GSI salue la forte mobilisation de la jeunesse anglaise qui, en descendant massivement dans les rues, a prouvé qu'elle était prête à se battre pour défendre son éducation, son avenir. Alors que quelques milliers de manifestants étaient attendus, plus de 50 000 Anglais sont sortis pour refuser ce projet. À l'exception des manifestations contre les guerres en Irak et en Afghanistan, il faut remonter à 1968 pour voir autant d'étudiants dans les

rues de Londres. La manifestation a été ponctuée par l'occupation par des étudiants des locaux du parti conservateur.

Aaron Porter, président du Syndicat national des étudiants britanniques (NUS), a pris le parti de la répression policière en condamnant l'occupation comme des violences « anarchistes ». Force est de constater que des deux côtés de la Manche les jeunes bureaucrates en culottes courtes prennent bien vite la frousse devant la volonté de la jeunesse d'en découdre ! Mais des deux côtés de la Manche la jeunesse n'a pas besoin de tels vendus pour s'organiser !

Le GSI dénonce les violences dont ont été victimes les jeunes manifestants qui, en occupant le siège des Tories, ont consciemment ouvert un combat politique contre le gouvernement au pouvoir.

Le projet du gouvernement britannique est issu du processus international de Bologne, plan coordonné de privatisation de l'enseignement supérieur. Alors que les attaques des capitalistes se généralisent, notre réponse doit s'unifier ! Non seulement le GSI soutient la lutte de la jeunesse anglaise contre la casse de son système éducatif mais il appelle la jeunesse en France à l'unité de classe avec la jeunesse anglaise, comme avec toute la jeunesse européenne !

**Unité de la jeunesse européenne
contre tous les plans
capitalistes !**

**Unité de la jeunesse pour un en-
seignement européen public,
laïque et gratuit pour tous !**

Paris, le 14 novembre 2010

Sommet de l'OTAN à Lisbonne : l'impérialisme face à la crise économique



Ne pas se laisser déborder. Isoler pour mieux contenir les réactions des travailleurs face aux plans de rigueur et aux guerres menées tout en leur faisant payer la faillite du système. Tels sont les objectifs centraux des puissances impérialistes à l'heure de l'approfondissement de la crise économique. S'il existe un accord sur le constat, la multiplication des sommets internationaux témoigne des difficultés rencontrées par les représentants des puissances impérialistes. En tout, pas moins de neuf rencontres économiques dans le cadre du G20 depuis 2007, dont la dernière s'est tenue à Séoul les 11 et 12 novembre dernier ! Une semaine plus tard débutait le troisième sommet de l'OTAN depuis 2007, qui regroupe 28 États pour un budget de près de 2 milliards de dollars. « La guerre est le prolongement de l'économie par d'autres moyens », disait Lénine, et ce n'est pas le calendrier international qui apportera ici un démenti.

Une organisation militaire au service de l'impérialisme dominant

Fondée en mai 1949, en plein blocus de Berlin, l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) est une alliance militaire complétant le plan Marshall, dispositif de soutien économique aux États européens. Ces deux aspects découlent d'une même politique, la doctrine Truman d'« endiguement » du communisme (1947). L'effondrement de l'URSS en 1991 a redéfini ses priorités. « Défensive » depuis sa création, l'OTAN est intervenue militairement pour la première fois en 1995 en Bosnie. Cela correspond à la volonté de reprendre en main les ex-démocraties populaires : Adriatique (1992-1996), Bosnie-Herzégovine (1995-2004), Albanie (1999), Kosovo (1999-) et Macédoine (2001-2003). La guerre contre le « terrorisme » a pris la suite depuis les attentats du 11 Septembre avec l'Active Endeavour (2001-) et les interventions en Irak et en Afghanistan depuis

2003. L'OTAN est devenue le bras armé des États-Unis, ceux-ci ne s'encombrant même plus, pour les interventions militaires, du cadre si peu contraignant soit-il de l'ONU, pourtant « officiellement » chargée du maintien de la paix.

En 2006, l'administration Bush a impulsé une réflexion sur le rôle et les moyens de l'OTAN. Les ambitions étaient grandes puisque 300 000 hommes devaient pouvoir être mobilisés à tout moment et en même temps sur deux opérations de grande envergure et six conflits plus locaux. Soit autant d'hommes que ce que compte l'armée française ! La crise économique et l'enlisement états-unien dans les brouillards irakien et afghan ont mis en veille ces ambitions. En 2009, lors du sommet de Strasbourg-Kehl, N. Sarkozy a décidé de revenir sur la décision prise par le général de Gaulle en 1966. Membre du pacte, la France ne participait pas au commandement militaire intégré, ce qui la laissait libre de participer ou non

aux interventions de l'OTAN. Son retour, en pleine crise économique, n'est pas anodin. Il met fin à l'impossibilité pour le complexe militaro-industriel français de participer aux appels d'offres de l'OTAN pour son matériel militaire et doit permettre à la bourgeoisie française d'obtenir une plus grosse part du gâteau afghan et irakien.

Préserver à tout prix l'impérialisme américain

La réglementation des marchés financiers et la « moralisation » du capitalisme étant enterrées, les représentants des principales puissances militaires se préparent à de durs affrontements. La guerre en Afghanistan, les relations avec la Russie, la lutte contre le terrorisme et le financement du projet de bouclier anti-missile ont ainsi été abordés. De la position finale du sommet ressort une volonté claire, celle de se serrer les coudes pour préserver au maximum les intérêts économiques et militaires. B. Obama et la bourgeoisie américaine y ont joué le même air politique que lors du G20, à savoir celui de l'implication de tous dans la sauvegarde du système capitaliste et du principal impérialisme, les États-Unis.

Cela passe par une meilleure coordination et l'OTAN – organisation militaire – serait un bon cadre de discussion, grâce à un élargissement continu de ses compétences : lutte contre la prolifération des armes nucléaires et de destruction massive, contre le terrorisme et les activités transnationales illicites comme le trafic de drogues ou d'êtres humains, contre les cyberattaques, pro-

tection des voies de communication et de transports et même environnement ! Conséquence de cela, la Russie, ennemie d'hier, doit être réintégrée aux discussions et tente de retrouver sa place grâce à la politique menée par Poutine : professionnalisation de l'armée, politique de réarmement lancée en 2007 ou encore intervention en Ossétie du Sud en 2008. De la même manière, la guerre en Afghanistan n'a pas été remise en cause, bien au contraire. Une nouvelle fois, le retrait a été repoussé, en 2014 ! H. Karzai, présent à Lisbonne, a reçu mandat d'aider davantage les « forces alliées », notamment par une alliance avec les talibans modérés.



Projet des années 1950 relancé au milieu des années 1980 par la « guerre des étoiles » de R. Reagan, le bouclier anti-missile américain se déploie depuis 2004. Sa réalisation a coûté près de 300 milliards de dollars sur trente ans, pour le plus grand bonheur du lobby militaire. En 2009, face aux sommes engagées, B. Obama a proposé à l'OTAN de s'intégrer au projet afin de partager les coûts et protéger l'Europe contre les « États voyous » comme l'Iran ou la Corée du Nord. En acceptant le projet, les différents membres de l'OTAN acceptent de se placer sous le

parapluie américain, ce qui constitue une impuissance de la part d'impérialismes comme la France. Malgré un budget en hausse, l'armée française n'a plus les moyens d'intervenir seule pour défendre ses intérêts. Dès lors, en augmentant sa contribution au sein de l'OTAN, au-delà des 140 millions d'euros actuellement versés, l'impérialisme français espère mieux défendre ses intérêts. Le coup est donc double pour B. Obama : limiter les dépenses et assurer la domination politique et militaire états-unienne sur ses « alliés ».

Un colosse aux pieds d'argile

L'enlisement au Moyen-Orient, l'obligation de trouver un compromis avec la Russie ou encore l'incapacité financière à soutenir les projets militaires les plus fous révèlent la faiblesse de l'impérialisme dominant, véritable colosse aux pieds d'argile. Pour l'administration Obama, il s'agit de limiter les conséquences de la crise économique tout en préservant au mieux sa place d'impérialisme dominant. L'accroissement des dépenses militaires symbolise de plus en plus la barbarie du système capitaliste : alors que les attaques contre nos acquis se multiplient, alors que des milliers de civils sont victimes de la « démocratie importée », il est temps de faire reculer les marchands de canons et les fauteurs de guerre. Seule la mobilisation dans l'unité des travailleurs et des jeunes imposera le retrait des troupes, la réorientation des budgets militaires et le démantèlement de l'OTAN !

Emeric

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courrier électronique (facultatif) :@.....

À : Date :

Prix : pour **6 numéros**, 12 euros (16 euros en soutien) **ou** pour **12 numéros**, 24 euros (30 euros en soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

Chèque à l'ordre d'**APIDO**

(1) Rayer les mentions inutiles

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX



Les travailleurs et les peuples seront les victimes de la « guerre des devises »



La récente réunion des gouvernements membres du G-20 (les principaux pays impérialistes, ainsi que les dénommés « pays émergents ») à Séoul (Corée du Sud) s'est terminée par un échec prévisible. Les aimables manières diplomatiques et les sourires pour la photo ne pouvaient pas cacher l'échec à trouver un accord pour éviter la « guerre des devises » ou la « guerre commerciale » initiées par la politique que l'administration Obama commence à mettre en œuvre. Le président chinois Hu Jintao l'a signalé clairement en déclarant avec ironie : « *Nous ne nous sommes même pas mis d'accord sur l'horaire pour commencer les réunions* ».

La « guerre des devises » avait commencé avant la réunion, avec l'annonce de la *Federal Reserve*, la *Fed* (banque centrale étasunienne), de l'émission de 600 milliards de dollars au cours des 8 prochains mois pour racheter ses propres bons du Trésor, ainsi qu'avec la politique de cette institution de dévaluer le cours international du dollar face aux

autres devises, un geste qui aura une incidence sur les autres pays impérialistes et sur les dénommés « pays émergents », en particulier les pays exportateurs.

Quant à la dynamique du dollar, nous voyons que l'annonce des initiatives de la Fed a été suffisante pour que le dollar chute de 10 % sur les marchés internationaux, et son prix va continuer à baisser au fur et à mesure que la Fed procédera à l'émission de ces 600 milliards de dollars.

Exporter la crise

Pour comprendre l'importance de cette politique du gouvernement Obama, et de son impact profond sur l'économie mondiale, il faut voir aussi son contexte aux Etats-Unis, caractérisé par la combinaison de deux éléments.

Le premier élément est que l'économie américaine, malgré les gros paquets d'aide de l'Etat aux banques et aux entreprises, ne redémarre pas : il y avait une reprise fragile au premier trimestre

de 2010 (+3,7 % du PIB), mais elle a commencé déjà à ralentir au deuxième et au troisième, avec une croissance du PIB inférieure à 2 %, un chiffre qui ne permet même pas d'éviter que le chômage augmente. Des économistes bourgeois importants, comme Krugman et Roubini, parlent de la perspective d'une nouvelle récession ou, au mieux, d'une « croissance anémique » jusqu'à la fin de 2011.

Le deuxième élément est la défaite du gouvernement Obama et du Parti démocrate aux élections récentes, dans lesquelles ils ont perdu leur majorité à la Chambre des représentants. Tous les analystes s'accordent à dire que la cause principale de cette défaite a été le mécontentement populaire, concernant l'économie du pays et la persistance du chômage. Le gouvernement Obama, affaibli et forcé à co-gouverner avec un parlement de l'opposition dès l'année prochaine, a fait appel à la Fed pour mettre en œuvre une politique d'injection monétaire et de dévaluation de la

monnaie, pour tenter de sortir de l'im-passe.

Obama fait valoir que les Etats-Unis sont l'impérialisme hégémonique et l'émetteur de la monnaie internationalement acceptée (le dollar), pour essayer d'insuffler de l'air dans l'économie du pays : la dévaluation du dollar va promouvoir les exportations et réduire les importations. En ce sens, le président étasunien a déclaré que son objectif est « de doubler les exportations dans les années à venir. »

Mais, ce faisant, il « exporte » également la crise au reste du monde : **l'impérialisme étasunien a lancé une offensive « commerciale » pour résoudre sa crise au détriment des autres puissances impérialistes (comme l'Europe et le Japon) et des pays semi-coloniaux, ainsi que de ses propres travailleurs.**

En ce sens, la politique d'émission de dollars et de dévaluation de cette monnaie compromet encore davantage le système monétaire international, déjà très fragile et instable, ce qui peut avoir un effet économique et politique très explosif, dans le cadre d'une crise économique internationale qui est loin de toucher à sa fin.

Il est important de rappeler que la politique d'Obama ne vise pas à « défendre les intérêts du peuple étasunien », mais seulement ceux de sa bourgeoisie. Son gouvernement était déjà en train de développer une attaque forte contre la classe ouvrière étasunienne et son niveau de vie, qui se manifeste dans un chômage de 10 %, une réduction de l'emploi dans les entreprises, la chute des salaires et des avantages sociaux (de nombreuses entreprises, telles que GM, ont exigé de leurs salariés qu'ils acceptent un salaire réduit de moitié) et une augmentation des taux de pauvreté à des niveaux jamais vus depuis des décennies. A cela, il faut ajouter que la dévaluation du dollar peut générer également un processus inflationniste à l'intérieur des Etats-Unis.

En outre, la politique actuelle des coupes budgétaires pour des services, tels que la santé et l'éducation publiques, avancera également, comme on peut en juger par la nouvelle suivante : « *Les dirigeants de la commission présidentielle bipartite établie par Barack Obama pour réduire le déficit budgétaire ont proposé une série de mesures d'austérité à tel point draconiennes qu'elles pourraient conduire, si elles étaient*

appliquées, à une explosion sociale similaire à celles observées récemment à Paris et à Londres. » (Clarín, 11/11/2010).

Des mauvaises nouvelles pour l'Union européenne

Les initiatives de la Fed représentent des « mauvaises nouvelles » pour les bourgeoisies impérialistes européennes, en particulier celles des pays de la zone euro. Ces bourgeoisies avaient déjà de sérieux problèmes : une croissance économique encore plus anémique que celle des Etats-Unis ; l'incapacité d'avoir une politique monétaire souple en raison de la contradiction de l'utilisation d'une monnaie commune (l'euro), mais sans l'unification des pays ; une crise financière dans plusieurs pays à la suite de l'aide apportée pour prévenir les faillites bancaires ; la nécessité d'appliquer des attaques très dures contre les travailleurs pour sortir de la crise financière. En même temps, elles doivent faire face à des luttes violentes comme réponse, ce qui provoque l'usure de leurs gouvernements. C'est une situation qui, dans l'ensemble, menace l'existence même de l'euro, résultat d'une construction de plus de 50 ans des bourgeoisies européennes.

Dans ce contexte, le pari était que la dévaluation de l'euro contre le dollar, l'année dernière, leur permettrait d'exporter plus et de commencer à sortir du borbier. C'était surtout le cas de l'Allemagne, l'économie la plus forte du continent et le deuxième exportateur mondial, qui, plus tôt cette année, a eu une amélioration dans ses exportations industrielles qui a permis une certaine croissance de l'économie du pays et a contribué à pousser un peu la faible croissance dans le reste de l'UE. Une part importante des exportations allemandes va vers les Etats-Unis.

Maintenant, avec la dévaluation du dollar et l'accroissement de valeur de l'euro, cette porte a commencé à se fermer et les conséquences se font déjà sentir : en septembre dernier, la production industrielle allemande a diminué de 0,8 %.

La dévaluation du dollar signifie aussi que les bourgeoisies européennes devront intensifier leurs attaques contre les travailleurs, en raison de la nécessité accrue de baisser les salaires et de durcir les conditions de travail pour réduire les coûts et maintenir la « compétitivité » internationale face aux Etats-Unis.

Mais ces attaques ont lieu à un moment où les travailleurs européens sont déjà en train de lutter, dans plusieurs pays, contre les plans d'ajustement et de réduction budgétaire appliqués par leurs gouvernements. Cela ouvre la possibilité que cette lutte s'accroisse encore.

On comprend donc pourquoi le Ministre allemand de l'économie, Rainer Brüderle, fait état de « sa préoccupation » face aux mesures de la Fed. Un autre membre du gouvernement d'Angela Merkel a dit que cela « va créer l'effet d'un tsunami sur l'économie mondiale ». D'autre part, en tant que président de l'Eurogroupe et Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker a déclaré que la dévaluation du dollar « représente un grand risque », et il y a ajouté qu'il était nécessaire « d'éviter les comportements domestiques, plus inspirés par des réflexes égoïstes que par les besoins de la communauté internationale ».

Les mesures de la Fed auront également une incidence sur le Japon, dont l'économie, après des années de stagnation suivies par une chute dans le pire de la crise actuelle, avait connu une faible reprise à la fin de 2009 et le début de 2010, basée sur les exportations vers les Etats-Unis. Il convient de noter que le gouvernement japonais a été le premier, même avant les Etats-Unis, à appliquer des mesures protectionnistes, par le biais de la dévaluation du yen.

En d'autres termes, les principales bourgeoisies impérialistes sont divisées sur la façon de lutter contre la crise, et dans le « sauve-qui-peut », les bourgeoisies européenne et japonaise sont les plus mal loties.

La pression sur la Chine

Un aspect important de la politique des Etats-Unis est la pression sur la Chine pour abandonner le système de parité fixe entre le dollar et le yuan, étroitement contrôlé par le gouvernement chinois, et de passer à un système de taux flottant du yuan, soumis aux aléas du marché.

Actuellement, avec le système de taux de change fixe, si le dollar se déprécie, le gouvernement chinois dévalue le yuan dans la même proportion et l'effet sur le commerce entre les deux pays est égal à zéro. Si, au contraire, le yuan avait un cours libre, la vaste accumulation annuelle de devises par la Chine, à cause du solde positif de la balance commerciale, se traduirait par une hausse du prix du yuan contre le dollar.

Cela rendrait plus cher le prix international de ses produits industriels, ce qui s'ajouterait, en outre, à la hausse des coûts intérieurs en raison des augmentations de salaire que les travailleurs des grandes usines dans le pays obtiennent avec leurs grèves. Globalement, le processus nuirait aux exportations de la Chine, qui doivent déjà faire face à une dynamique négative, suite à la crise économique internationale. C'est pourquoi, jusqu'à présent, le gouvernement chinois refuse d'abandonner le taux de change fixe.

Dans ce contexte, Obama vient de faire un voyage en Inde. Le but principal du voyage était de se mettre d'accord sur la possibilité d'un rôle géopolitique régional privilégié de ce pays au détriment du Pakistan, de plus en plus immergé dans le prolongement de la guerre en Afghanistan. Mais en même temps, il s'est attelé à plusieurs objectifs économiques, représentant une menace à peine voilée de déplacer les investissements étasuniens vers l'Inde si la Chine ne change pas sa politique de taux de change.

Un autre de Bretton Woods ?

Face à la perspective d'une guerre des devises, ses conséquences graves dans le système monétaire international fragile et instable, et les risques élevés pour l'économie et la politique internationale, plusieurs secteurs de la bourgeoisie ont commencé à parler de la nécessité d'un nouveau Bretton Woods

Cet accord international, signé en 1943, a construit, pour la première fois dans l'histoire, un système financier international, fondé sur le dollar comme monnaie mondiale, convertible selon une parité fixe entre le dollar et l'or. Il a fonctionné jusqu'en 1971, quand il a été rompu unilatéralement par le gouvernement de Richard Nixon, et il a été l'une des bases du boom économique d'après-guerre.

Par exemple, dans un article publié par le *Financial Times*, Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, a proposé la création d'un nouveau système monétaire mondial fondée sur un panier de monnaies (le dollar, l'euro, le yen, la livre et le yuan chinois) qui prendrait comme référence l'étalon-or pour le taux de change entre ces monnaies.

Toutefois, cette proposition, apparemment « rationnelle » par opposition à l'actuel « anarchie » monétaire internationale, est désormais totalement hors

de propos. L'accord de Bretton Woods a été promu en 1943 par la bourgeoisie impérialiste étasunienne, qui a utilisé son hégémonie économique, politique et militaire incontestée au monde pour mettre ce système au service de ses intérêts. Mais maintenant, cette même bourgeoisie est contre la reconstruction d'un tel accord, parce qu'elle préfère profiter des lacunes d'un système monétaire plus « libre ». Les Etats-Unis et sa bourgeoisie y étant opposés, il n'y a pas de possibilité de construire un autre de Bretton Woods ou un quelconque accord similaire.

Un faux anti-impérialisme

Comme indiqué ci-dessus, le gouvernement chinois est allé à la réunion du G-20 pour défendre son système de taux de change et pour critiquer la dévaluation du dollar. Elle a reçu le soutien d'autres « pays émergents » comme le Brésil et l'Argentine, dont les exportations, et leurs économies dans leur ensemble, seront également touchées par la dévaluation du dollar. Les gouvernements de l'UE ont, d'une part, critiqué l'émission de dollars et la dévaluation, mais ils ont aussi rejoint la pression sur la Chine pour libérer le cours du yuan.

Dans certains médias brésiliens et latino-américains, la position du gouvernement de Lula a été décrite comme « anti-impérialiste ». Rien de plus faux. Ce que les gouvernements des « pays émergents » prétendent, c'est de continuer à recevoir les miettes de l'économie internationale qui leur permettent de jouer leur rôle actuel dans la division internationale inégale du travail, à savoir, le rôle d'exportateurs importants de matières premières.

Par conséquent, face au début d'une nouvelle offensive brutale de l'impérialisme, ils se limitent à demander de la « coordination » et du « consensus », sans aucune confrontation réelle et profonde avec l'impérialisme. Ce n'est pas par hasard que Lula a déclaré que, finalement, il fallait « respecter » la décision du gouvernement étasunien (Folha de São Paulo, 11/12/2010).

Dans les pays semi-coloniaux comme le Brésil, une véritable politique anti-impérialiste commencerait par des mesures très simples telles que le contrôle strict des entrées de capitaux spéculatifs et la suspension du paiement des dettes externe et interne, ainsi que la rupture avec les institutions financières internationales.

Il s'agit de mesures qui, par la suite,

devraient être accompagnées par la mise en place du monopole d'Etat sur la banque et le commerce extérieur, pour arrêter la fuite de devises et la spéculation financière, accompagnées aussi par l'expropriation des grands monopoles, pour ainsi mettre fin au pillage des ressources nationales, pratiqué par l'impérialisme. Et aucune de ces mesures n'est à l'agenda de Lula ou de ses partenaires.

Pour une solution ouvrière à la crise

Le G-20 s'est terminé par un échec inévitable : aucun accord de « bonne volonté » ne peut exister, parce que les Etats-Unis, l'impérialisme hégémonique, s'y opposent. La politique poursuivie par l'administration Obama mettra de l'huile sur le feu de l'instabilité économique et politique internationale, dans sa quête pour faire avancer l'économie étasunienne.

Mais quelles que soient les politiques adoptées par les gouvernements, les bourgeoisies de tous les pays vont continuer à essayer de faire supporter leurs coûts aux travailleurs, par le chômage, les baisses de salaire et les conditions de travail plus dures, l'inflation et l'augmentation de la pauvreté.

La crise économique, les politiques des bourgeoisies et des gouvernements pour en sortir, mettent à nu le fait que, sous le capitalisme, nous ne pouvons qu'attendre plus d'instabilité, de crise et d'anarchie, ainsi qu'une détérioration constante des conditions de vie des masses, étant donné que, pour survivre, le capitalisme menace d'entraîner l'humanité à la catastrophe. Une lutte assidue des travailleurs et des peuples est donc nécessaire.

Tout d'abord, il faut lutter contre les conséquences spécifiques de la crise économique et les politiques adoptées par les gouvernements bourgeois, comme la baisse des salaires, les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation publiques, les attaques contre les immigrés, etc.

Mais ces batailles immédiates et essentielles doivent avoir lieu dans le cadre de la lutte pour un changement fondamental, la révolution ouvrière et socialiste qui mette fin au capitalisme, un système de plus en plus irrationnel et inhumain. Dans cette perspective, la lutte des travailleurs et de la jeunesse de France et d'autres pays nous montrent le chemin.

Continuons le combat pour le retrait des troupes impérialistes Françaises d'Afghanistan !

En octobre 2009, le budget pour 2010 du ministère de la défense accordé à l'occupation de l'Afghanistan était estimé à 330 millions d'euros. Avec 3 850 militaires français actuellement armés contre le peuple Afghan, c'est le budget d'intervention le plus coûteux (40% du budget pour les opérations des troupes françaises de « métropole »). Nous sortons d'une dure bataille pour le retrait de la contre-réforme des retraites. Comme la casse de la sécu et de l'enseignement public, le gouvernement a cherché à justifier cette loi en utilisant le mensonge du déficit des caisses de l'Etat.

Mais les chiffres parlent d'eux mêmes : ce gouvernement fait la guerre à la classe ouvrière et à la jeunesse en France en privatisant les services publics et en détruisant les acquis ouvriers, et il se permet de financer, avec notre argent, une guerre contre le peuple Afghan. Plus de 11 000 civils sont déjà morts là-bas pour permettre aux impérialistes coalisés au sein de l'OTAN de contrôler le pays et son économie. Ce



sont également 50 soldats des troupes Françaises qui ont également perdu la vie, la plupart étant des soldats recrutés dans les dernières colonies Françaises.

La classe ouvrière ne veut pas financer la barbarie de l'impérialisme Français ! L'argent de nos salaires doit financer l'éducation, les retraites et la santé des travailleurs ! C'est pourquoi une campagne a été initiée par des militants de la

CGT, de la FSU, du SEUL, à laquelle s'est associé le GSI, et qui a récolté plus de mille signatures de travailleurs et de jeunes, dans les boîtes, dans les facs et les lycées, dans les sections syndicales, dans les manifestations pour exiger du gouvernement qu'il retire les troupes françaises qui occupent le pays et tuent en Afghanistan.

Le Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) et la Jeunesse Émigrée Réunionnais en France (JERF) invitent tous les militants engagés dans cette campagne et tous les signataires de la pétition à une réunion-débat qui aura le 5 décembre 2010 pour continuer d'exiger tous ensemble :

**DE L'ARGENT POUR L'ÉDUCATION, LA RETRAITE ET LA SANTÉ !
PAS POUR LA GUERRE !**

RETRAIT DES TROUPES IMPÉRIALISTES FRANÇAISES D'AFGHANISTAN !

Nous vous donnons rendez-vous le Dimanche 5 Décembre 2010 à 15h, à l'APSH, 27 avenue de Choisy (derrière l'église)

M° Porte de Choisy (ligne 7), Tramway T3 et Bus 183, arrêt Porte de Choisy

<http://www.gsi-litqi.org/>

Abonnez-vous : <http://www.gsi-litqi.org/linter/outrouver.html>

Sommaire du n° 104

- ✓ Edito. - Pour la grève générale en Europe ! p.2
- ✓ De quel syndicalisme les travailleurs ont-ils besoin ? p.4
- ✓ Revue des presse sociale et chiffres. p.6
- ✓ Avortement : un droit en danger. p.8
- ✓ Opération campus... p.9
- ✓ Communiqué des jeunes du GSI - Angleterre. p.10
- ✓ Sommet de l'OTAN. p. 11
- ✓ Courrier International - Supplément de novembre 2010 p.13
- ✓ Afghanistan - Continuons le combat. p. 16